

Faire germer la participation des habitants par la gestion des espaces verts

Pistyles, entreprise sociale de la métropole lyonnaise, s'appuie sur une équipe de jardiniers-animateurs de quartier pour proposer aux habitants locataires ou propriétaires de reprendre possession de leurs jardins afin d'en faire de véritables lieux de vie. Thomas Gentilleau, ingénieur du paysage et gérant de Pistyles, présente le projet, sa dimension participative et l'approche développée en matière de psychologie sociale.

En quoi consiste le projet Pistyles ?

Notre équipe développe des prestations dédiées à la gestion d'espaces verts en ville. Nous sommes principalement opérateurs auprès de syndicats de copropriétés ou d'offices HLM. Forts de notre expérience passée dans des entreprises paysagistes, nous constatons que les techniques traditionnelles ont tendance à détériorer les espaces verts. De plus, elles se caractérisent souvent par des tâches répétitives et démotivantes pour les jardiniers, qui se coupent progressivement des bénéficiaires, les habitants. Nous offrons donc des prestations alternatives se basant sur des méthodes écologiques et participatives. Nos missions se construisent de manière collective, notamment avec les habitants. Nous pensons qu'une gestion durable des espaces verts coûte moins d'argent à la collectivité et aux citoyens.

Et puis, force est de constater que l'isolement des personnes, le manque de lien entre les habitants sont des problématiques très prégnantes. Nous sommes convaincus que les espaces verts constituent des lieux de rencontre. Leur gestion collective est une manière d'offrir du bien-être à chaque citoyen tout en développant le lien social.

Que signifie la notion de participation au sein de votre projet ?

Notre projet repose entièrement sur la notion de participation et d'engagement. Cela se traduit dans notre organisation puisque nous avons fait le choix en mars 2015 du statut de société coopérative d'intérêt collectif (SCIC). Il permet de rapprocher notre équipe de jardiniers, des habitants et des acteurs de la ville (offices HLM, entreprises de BTP) autour d'un même projet, avec des règles démocratiques qui partagent le pouvoir de décision.

S'agissant plus particulièrement des habitants, leur engagement s'éprouve de trois façons. Il y a ceux qui s'intéressent à notre démarche, qui viennent voir. Il y a ceux qui s'impliquent, en participant ponctuellement à des actions. Enfin, il y a ceux qui s'engagent pour le projet et pour leur quartier. Ces trois niveaux ne s'appréhendent pas de manière linéaire. Nos premières expériences montrent que c'est en faisant que les habitants commencent à s'intéresser au projet, qu'ils se l'approprient. C'est à cette seule condition qu'ils peuvent en devenir acteurs, voire ambassadeurs. Pistyles propose donc des animations sous forme de chantiers participatifs. On ne recherche pas la mobilisation de tous, mais d'un groupe qui peut avoir un effet d'entraînement. Amener les habitants à s'intéresser à leur quartier se fait par des micro-actes, parfois très simples : « *Donnez-moi votre avis sur la direction que je dois prendre pour tondre.* » Nous pouvons aussi

recourir à des procédés plus élaborés comme la création de *goodies*¹, qui suscitent un sentiment d'appartenance au projet.

Pourquoi un tel engagement ?

La philosophie de Pistyles se base sur une conviction citoyenne : les habitants ont le droit d'être informés de la manière dont sont élaborés les services de proximité, voire d'y prendre part, puisque ces services impactent leur cadre de vie.

Comme évoqué, Pistyles intervient sur deux types de sites : soit auprès de copropriétés, soit en partenariat avec des offices HLM, souvent dans des quartiers populaires. La dynamique et les efforts d'animation sont très différents entre ces sites. Cela fonctionne bien en copropriété car les habitants s'intéressent naturellement à leur cadre de vie. En tant que propriétaires, ils se sentent responsables des espaces de vie communs. Qui plus est, les chantiers participatifs permettent de réduire les coûts de notre prestation.

Dans les HLM, c'est plus complexe ! On constate de la méfiance vis-à-vis des initiatives prises par les bailleurs, une moindre implication dans la vie de la résidence. En outre, la situation d'une grande partie des populations est un paramètre à ne pas négliger. Comment s'occuper du collectif alors que bon nombre d'habitants ont à régler des difficultés d'ordre personnel ? L'urgence de ces situations conduit à des formes de repli sur soi, des blocages à un engagement collectif. Notre démarche consiste à casser cette spirale négative pour favoriser le vivre-ensemble. Nous approfondissons cette approche avec un collaborateur spécialisé en psychologie sociale. Avec lui, nous trouvons, d'une part, des clés pour lever les freins et les blocages à l'engagement des habitants, expliquer nos méthodes et nos partis pris écologiques. D'autre part, il nous appuie dans le lien avec les acteurs de la ville (aménageurs, collectivités, bailleurs) avec qui nous travaillons sur des sujets tels que la maîtrise des usages. Cette notion souvent mal appréhendée constitue pourtant un levier intéressant pour susciter la participation habitante. S'il n'y a pas d'objectifs d'usages, comment faire en sorte que les habitants s'approprient un espace vert ? Avec cette expertise, nous décryptons à la fois les usages des habitants, et contribuons à faire évoluer les postures des acteurs de la ville.

Quels sont les premiers effets de votre action ?

Il est un peu tôt pour tirer des enseignements quant aux résultats de notre action sur le lien social et le niveau de participation. On constate de l'engouement, notamment auprès des enfants et des seniors. En tant qu'entrepreneurs, nous mesurons le succès dans la satisfaction des clients et la pérennité de notre projet. Notre partenariat s'agrandit et se diversifie. Néanmoins, nous souhaitons mieux qualifier et mesurer nos actions. C'est pourquoi, nous sommes en train d'élaborer un questionnaire de suivi des missions. L'objectif est de recueillir l'expression des habitants et de rendre compte des impacts de Pistyles sur le lien social et le cadre de vie.

Quelles sont vos relations avec les institutions publiques ?

Nous souhaitons avant tout prouver notre capacité à porter un concept innovant en autonomie. Pour autant, il n'y a pas de volonté d'agir sans lien avec les institutions publiques. Nous avons par exemple obtenu le soutien de la Banque publique d'investissement en 2014 (Bourse Frenchtech), ainsi que celui de la région Rhône-Alpes en 2015 via le dispositif iDéclic Solidaire. Par ailleurs, des collaborations voient le jour avec la ville de Villeurbanne, à l'occasion d'événements tels que des balades urbaines. Et puis le statut de SCIC peut permettre aux collectivités de s'engager, à terme, à nos côtés.

Avant la question du soutien financier, il nous paraît important que la dimension d'intérêt général de notre projet soit reconnue par les institutions. À titre d'exemple, depuis juillet 2015, Pistyles est labellisé dans le cadre de la démarche Lyon ville équitable et durable (LVED)². ■

Thomas Gentilleau

1 - Produits dérivés Pistyles élaborés pour chaque site géré (porte-clés...).
2 - Créé en 2010, ce label marque la volonté de la ville de Lyon d'identifier les entreprises, les activités commerciales et artisanales, les lieux et les événements qui répondent aux enjeux du développement durable, avec une offre de consommation responsable.